

CONV 498/03

CONTRIB 201

NOTE DE TRANSMISSION

du Secrétariat

à la Convention

Objet : Contribution de M. Louis Michel, membre de la Convention et
Mme Pascale Andreani, membre suppléant à la Convention.
- « Les services d'intérêt général »

Le Secrétaire général de la Convention a reçu la contribution figurant en annexe de
M. Louis Michel et Mme Pascale Andreani, membre suppléant à la Convention.

CONTRIBUTION
A LA CONVENTION EUROPEENNE

LES SERVICES D'INTERET GENERAL

Comme l'ont reconnu les institutions européennes et les Etats membres depuis plusieurs années, les services d'intérêt général sont au fondement du modèle européen de société. Ils répondent à des besoins fondamentaux de la collectivité. Ils sont d'abord au coeur d'enjeux économiques majeurs, en contribuant à parachever le marché intérieur européen, à développer l'attractivité économique du territoire communautaire, à assurer la croissance économique et à développer la société de l'information. Ils confortent également le lien d'appartenance des citoyens à l'Europe. Ils sont enfin un élément essentiel de la solidarité et de cohésion entre les Etats membres et entre leurs citoyens, caractéristique essentielle du modèle européen de société.

1. La place des services d'intérêt général dans les objectifs de l'Union

Jusqu'à présent, les services d'intérêt économique général ne sont reconnus dans le traité qu'à titre dérogatoire du droit de la concurrence. La France et la Belgique considèrent qu'ils doivent obtenir une place à part entière dans le futur Traité dans la réalisation des objectifs de l'Union.

L'intégration de la charte des droits fondamentaux dans le futur traité constitutionnel doit permettre de reconnaître que les services d'intérêt général sont une valeur essentielle de l'Union européenne et d'affirmer l'accès à ces services parmi les garanties des droits fondamentaux.

Nous souhaitons aller au-delà et inscrire le rôle de ces services parmi les objectifs figurant à l'article 3 du futur traité : ainsi sera affirmée plus fortement la volonté des Etats membres et de l'Union européenne d'assurer un développement de la construction européenne qui traduise un équilibre entre progrès économique, compétitivité et cohésion et justice sociale.

2. Les compétences de l'Union en matière de services d'intérêt général

Nommer les valeurs et les objectifs sociaux de l'Union ne suffira pas, cependant, à créer une Europe plus sociale. Une fois ces objectifs cités dans le traité constitutionnel, ce dernier devra prévoir les compétences et les mécanismes permettant de les exercer.

Pour répondre aux enjeux d'ordre économique et à l'enjeu de cohésion sociale et territoriale, l'Europe a opté pour un fonctionnement du marché intérieur qui traduise une complète adéquation et articulation entre les services d'intérêt général et la politique de concurrence. C'est en ce sens que le Conseil européen a affirmé la volonté de définir et de mettre en œuvre une stratégie communautaire pour les services d'intérêt général.

Nous souhaitons que les dispositions de l'article 16 du traité soient modifiées en conséquence. L'article 16 doit, en effet, devenir le fondement juridique explicite prévoyant que l'Union européenne, les Etats membres et les entités régionales ou locales, dans les limites de leurs compétences respectives, puissent adopter, dans le respect des principes de neutralité, de

proportionnalité et de liberté de définition, les mesures permettant aux services d'intérêt général d'accomplir pleinement leurs missions conformément aux objectifs de l'article 3 du traité. A cette fin, cet article devrait comporter un principe d'action ainsi qu'une liste des objectifs poursuivis par les services d'intérêt général et mentionner les principes généraux applicables en matière de financement. Nous présenterons une proposition de rédaction dans cette perspective.
